

Communiqué de presse

16 décembre 2022

TRADUCTION POUR INFORMATION – cette traduction est destinée à faciliter la compréhension de notre communiqué en langue anglaise publié sur notre site <http://www.standardandpoors.com> et est fournie à titre d'information uniquement.

S&P Global Ratings révisé la perspective de la note du Canton de Genève de stable à positive et confirme la note 'AA-'.

Le 16 décembre 2022, S&P Global Ratings révisé la perspective de la note du Canton de Genève de stable à positive et confirme la note de référence à long terme 'AA-'.

Perspective : Positive

La perspective positive reflète nos anticipations que la hausse des recettes fiscales avec un contrôle étroit des dépenses de fonctionnement, pourrait permettre au Canton d'améliorer ses performances financières tout en réduisant son endettement.

Scénario optimiste

Nous pourrions relever la note du Canton au cours des deux prochaines années s'il continuait d'afficher une forte discipline budgétaire, quel que soit le résultat des élections cantonales, se traduisant par une performance financière solide et résultant d'un pilotage étroit des dépenses de fonctionnement et/ou du dynamisme économique du Canton qui soutiendrait les revenus fiscaux.

Scénario pessimiste

Nous pourrions revoir la perspective à stable au cours des deux prochaines années si Genève ne maîtrisait pas ses dépenses de fonctionnement comme nous l'anticipons et si la performance budgétaire était similaire ou inférieure à notre scénario central. Ce scénario pourrait se matérialiser en cas de hausse significative des dépenses de fonctionnement, d'un moindre dynamisme des recettes fiscales par rapport à nos anticipations, ou de la matérialisation de risques hors-bilan.

Synthèse

Nous percevons une probabilité accrue que la volonté du Canton de continuer à maîtriser ses dépenses de fonctionnement, combinée à une économie plus résiliente qu'attendu, pourrait se traduire par des performances budgétaires supérieures à nos anticipations.

La note du Canton continue de refléter le cadre institutionnel extrêmement solide du Canton, ainsi que son économie riche, diversifiée et résiliente qui s'est traduite par un fort dynamisme fiscal en

ANALYSTE PRINCIPAL

Mariamena Ruggiero
Milan
+ 390272111262
mariamena.ruggiero
@spglobal.com

ANALYSTE SECONDAIRE

Hugo Soubrier
Paris
+33 1 40 75 25 79
hugo.soubrier
@spglobal.com

Communiqué de presse

2021 et 2020. Le cadre institutionnel des cantons suisses est parmi les plus prévisibles et transparents du monde et renforce clairement la qualité de crédit du Canton. Aussi, Genève bénéficie d'un accès ininterrompu aux marchés financiers et aux banques européennes ce qui lui permet de conserver une position de liquidité solide.

Bien que le Canton puisse faire face à des risques hors-bilan liés à sa banque cantonale ou à ses caisses de retraite, nous considérons que le Canton maîtrise ces risques et anticipe les besoins financiers de ses caisses. La banque cantonale, dont il est le principal actionnaire, représente pour nous le risque hors-bilan le plus important. Néanmoins, la taille du bilan de la banque cantonale de Genève est inférieure à celle des autres cantons, en pourcentage des recettes de fonctionnement.

Des secteurs à très forte valeur ajoutée soutiennent l'économie genevoise et les recettes fiscales cantonales

Nous considérons que le cadre institutionnel des cantons suisses est extrêmement prévisible et favorable. Les principales réformes du cadre institutionnel font l'objet d'une planification très en amont et de longues discussions (à l'instar de la réforme de la fiscalité des entreprises), et la transparence financière des cantons suisses est très forte. Les cantons suisses disposent selon nous d'une adéquation comparativement forte de leurs recettes et de leurs dépenses, soutenue par divers dispositifs de péréquation.

Les secteurs phares de l'économie cantonale, tels que le commerce international, le secteur financier et l'horlogerie, restent résilients. Nous estimons que l'économie genevoise devrait croître au même rythme que la Confédération. Nous anticipons une croissance du PIB helvétique de 2,2% pour 2022 et un ralentissement à 0,5% l'année prochaine.

Nous considérons que le Canton de Genève affiche une gestion financière rigoureuse. Nous n'attendons pas de changements significatifs après les élections cantonales de 2023. La forte hausse des recettes fiscales en 2021 et 2022 ne s'est pas traduite par une hausse similaire des dépenses de fonctionnement, permettant au Canton de réduire son endettement, qui reste important. Le Canton n'a pas réussi à réformer son système de retraite en passant à un système à primauté de cotisations en 2019, ce qui lui aurait permis de réduire de manière structurelle ses engagements de retraites non financés. Ce projet a été rejeté par référendum populaire.

Le Canton de Genève continue de gérer sa dette et sa trésorerie avec prudence. Compte tenu de la très forte performance budgétaire en 2022, le Canton ne devrait pas avoir recours à des emprunts long terme. Les taux d'intérêt sont passés en territoire positif en octobre 2022, nous anticipons que les charges financières devraient alors croître, mais rester largement en deçà du seuil de 5% des recettes de fonctionnement. Nous estimons que la gestion financière du Canton de Genève surveille attentivement les entités satellites de l'État et ses caisses de retraites, et se tient prête à intervenir en cas de besoins extraordinaires. À titre d'exemple, le Canton a déposé un projet de loi prévoyant une recapitalisation de la Caisse de prévoyance des fonctionnaires de police et des établissements pénitentiaires (CP) pour 113 millions de francs suisse.

Après les excédents dégagés en 2021 et 2022, nous anticipons que le Canton afficherait des besoins de financement en 2023 et 2024 en raison du ralentissement macroéconomique.

En raison du ralentissement de la croissance économique, nous anticipons que l'épargne brute devrait diminuer au cours des deux prochaines années, mais resterait légèrement au-delà des 5%

Communiqué de presse

en moyenne. De plus, la hausse des investissements (hors recapitalisation de la CP), qui reflète la volonté du Canton d'investir en faveur de la transition écologique, résulterait en des besoins de financement sur la période 2023-2024. Les recettes fiscales devraient décélérer en raison du ralentissement de l'économie. Dans le même temps, nous n'anticipons plus de dividendes de la part de la Banque Nationale Suisse (BNS), mais nous considérons que l'aéroport de Genève pourrait reprendre le versement de dividendes interrompu à la suite de la pandémie de COVID-19 en 2020-2021. Les dépenses de fonctionnement devraient poursuivre leur dynamisme étant principalement liées au secteur de la santé ou de l'aide sociale.

Nous anticipons que les besoins de financements après investissement resteront proches de 1% des recettes totales en 2023 et 2024, un niveau inférieur à nos précédentes prévisions et feront suite à deux années de légers surplus en 2021 et 2022. Nous anticipons que les investissements vont croître modérément en 2022-2024. Ce niveau d'investissement reflète la nouvelle planification décennale qui met l'accent sur les dépenses liées à la transition écologique et numérique, et notamment sur les transports. Nous considérons que le niveau des infrastructures du Canton est élevé, mais que des investissements ultérieurs pourraient soutenir davantage la croissance économique.

La dette consolidée (incluant principalement la dette directe du Canton, la dette de la compagnie des transports publics TPG ainsi que celle du centre hospitalier universitaire HUG) cantonale devrait rester inférieure à 150% des recettes de fonctionnement d'ici à 2024.

La position de liquidité du Canton devrait s'améliorer à travers une performance budgétaire meilleure qu'anticipé, et à la réception de 452 millions de francs suisses de « cas de rigueur » de la part de la Confédération. Ces cas de rigueur correspondent à des transferts de la Confédération pour soutenir les Cantons qui ont engagé des dépenses supplémentaires liées à la pandémie de COVID-19. Genève dispose d'un accès fort à la liquidité externe. Le Canton dispose de lignes de crédit contractualisées qui atteignent 1,19 milliards de francs suisses ainsi que de lignes de crédit directes et indirectes non contractualisées (mais généralement disponibles et régulièrement utilisées) pour plus de 4 milliards de Francs suisses, auprès d'entités publiques et d'établissements bancaires suisses et internationaux. Le Canton n'a pas émis d'emprunts long terme en 2022, mais a maintenu un accès fort à la liquidité externe via ses financements court terme.

Contacts analytiques

- Mariamena Ruggiero, Milan
- Hugo Soubrier, Paris

Statistiques financières et économiques

Tableau 1

Statistiques économiques et financières du Canton de Genève

(En millions de CHF)	2018	2019	2020	2021	2022 (SC)	2023 (SC)	2024 (SC)
Recettes de fonctionnement	8 866	9 061	9 161	10 204	10 491	10 240	10 369
Dépenses de fonctionnement	7 834	8 330	8 863	9 422	9 547	9 680	9 877
Epargne brute	1 032	731	298	782	944	560	492

Tableau 1

Statistiques économiques et financières du Canton de Genève (cont.)

(En millions de CHF)	2018	2019	2020	2021	2022 (SC)	2023 (SC)	2024 (SC)
Epargne brute (% recettes de fonctionnement)	11,6	8,1	3,3	7,7	9,0	5,5	4,7
Recettes d'investissement	52	52	47	35	35	37	37
Dépenses d'investissement*	637	618	5 826	560	713	660	680
Solde de financement après investissements*	447	165	-5 481	257	266	-63	-151
Solde de financement après investissements (% recettes totales)*	5,0	1,8	-59,5	2,5	0,1	-2,6	-2,4
Remboursement du capital de la dette	805	1 278	1 304	1 255	1 395	1 241	1 208
Emprunts nouveaux*	241	1 301	6 485	573	1 128	1 302	1 358
Solde final	-117	188	-300	-425	-1	-2	-1
Dette directe en fin d'année*	11 813	11 836	17 018	16 271	16 004	16 065	16 215
Dette directe (% des recettes de fonctionnement)*	133,2	130,6	185,8	159,5	152,6	156,9	156,4
Dette consolidée en fin d'année*	12 638	12 763	17 977	17 227	17 024	17 096	17 258
Dette consolidée (% des recettes de fonctionnement consolidées)*	125,6	123,9	172,9	149,9	140,9	144,5	144,3
Charges financières brutes (% des recettes de fonctionnement)	1,9	1,8	2,4	1,9	1,9	2,1	2,1
PIB local par habitant (en CHF)	108 679	108 996	106 165	111 443	N.D.	N.D.	N.D.
PIB national par habitant (en CHF)	84 179	84 500	81 455	85 250	87 102	88 671	90 270

SC - projections du scénario central de S&P Global Ratings, scénario le plus probable. Source : Comptes 2018-2021 du Canton, retraités par S&P Global Ratings ; Projections S&P Global Ratings 2022-2024 *Les dépenses d'investissement et les emprunts nouveaux sont fortement impactés en 2020 par la recapitalisation de la CPEG pour 5,2 milliards de francs suisses, et celle de la FPTPG pour 98 millions de francs suisses. Le solde de financement après investissement, la dette directe et la dette consolidée sont également impactés. N.D.= non disponible

Synthèse des évaluations

Tableau 2

Synthèse des évaluations pour le Canton de Genève*

Facteurs clefs de notation

Cadre institutionnel	1
Économie	1
Gouvernance et gestion financières	3
Performances budgétaires	4
Liquidité	2
Poids de la dette	4
Qualité de crédit intrinsèque	aa-

Tableau 2

Synthèse des évaluations pour le Canton de Genève* (cont.)

Facteurs clefs de notation

Note finale	AA-
-------------	-----

*Les notes de S&P Global Ratings sur les collectivités locales sont fondées sur l'analyse de six principaux facteurs listés dans le tableau ci-dessus. La méthodologie "Methodology For Rating Local And Regional Governments Outside Of The U.S." publiée le 15 juillet 2019 indique comment ces six facteurs sont utilisés pour aboutir à la notation. Le cadre institutionnel est évalué sur une échelle allant de 1 à 6, 1 étant le score le plus élevé et 6 le plus faible. L'économie, la gouvernance et la gestion financières, les performances budgétaires, la liquidité et le poids de la dette sont évalués sur une échelle allant de 1 à 5, 1 étant le score le plus élevé et 5 le plus faible.

Statistiques : Suisse

Sovereign Risk Indicators, April 11, 2022. An interactive version is available at <http://www.spratings.com/sri> Méthodologies associées

- Methodology Of Rating Local And Regional Governments Outside Of The U.S., July 15, 2019
- General Criteria: Principles of credit ratings, Feb. 16, 2011
- General Criteria: Environmental, Social, And Governance Principles In Credit Ratings, Oct 10, 2021

Recherches associées

- Local And Regional Governments Outlook 2023: Rougher Seas Ahead, Nov. 29, 2022
- Economic Outlook Eurozone Q1 2023: Reality Check, Nov. 28, 2022
- Institutional Framework Assessments For International Local And Regional Governments, Sept. 13, 2022
- Switzerland, Aug. 15, 2022
- Global Credit Conditions Special Update: Inflation, War, And COVID Drag On, May 17, 2022
- Local Government Debt 2022: Rising Risks Keep Global Borrowing High, April 12, 2022
- Local Government Debt 2022: Can German, Austrian, And Swiss Borrowing Volumes Continue Their Post-COVID Normalization?, April 6, 2022

Aucun contenu (y compris les notations, l'analyse de crédit qui s'y rapporte ainsi que les données, modèles, logiciels et autres applications ou résultats qui en découlent) ou partie de contenu (le Contenu) ne peut être modifié, désassemblé, reproduit ou distribué sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, ou stocké dans une base de données ou un système d'extraction, sans autorisation écrite préalable de Standard & Poor's Financial Services LLC ou des entités qui lui sont affiliées (collectivement dénommées S&P). Toute utilisation du Contenu à des fins non autorisées ou illégales est proscrite. Ni S&P, ni ses fournisseurs, ni encore leurs dirigeants sociaux, préposés, actionnaires ou mandataires (collectivement les Parties S&P) n'accordent aucune garantie quant à l'exactitude, l'exhaustivité, l'actualité ou la disponibilité du Contenu. Les Parties S&P ne sont pas responsables d'éventuelles erreurs ou omissions, quelle qu'en soit la cause, des résultats découlant de l'utilisation du Contenu ou de la sécurité ou la maintenance des données incluses par l'utilisateur. Le Contenu est fourni en l'état. LES PARTIES S&P N'ACCORDENT AUCUNE GARANTIE D'AUCUNE SORTE, EXPRESSE OU IMPLICITE, NOTAMMENT MAIS NON EXCLUSIVEMENT TOUTE GARANTIE CONCERNANT LA COMMERCIALISABILITÉ, L'ADÉQUATION À UNE FIN OU À UN USAGE DONNÉ, L'ABSENCE D'ERREUR OU DE DÉFAUT INFORMATIQUE, LE FONCTIONNEMENT ININTERROMPU DU CONTENU OU SA COMPATIBILITÉ AVEC TOUT LOGICIEL OU MATÉRIEL INFORMATIQUE. Les Parties S&P ne pourront en aucun cas être tenues responsables de quelque dommages, coûts, dépenses, frais juridiques ou pertes directs, indirects, accessoires, exemplaires, forfaitaires, punitifs, particuliers ou consécutifs que ce soit (notamment, mais non exclusivement, toute perte de revenu ou de gain et tout coût d'opportunité) liés à l'utilisation du Contenu, et ceci même si elles ont été informées de l'éventualité de tels dommages.

Les analyses relatives au crédit et à d'autres aspects, y compris les notations, ainsi que les déclarations incluses dans le Contenu, sont l'expression d'une opinion à la date à laquelle elles sont formulées et ne doivent en aucun cas être considérées comme une information factuelle. Les opinions, analyses et décisions de reconnaissance de notes (décrites ci-après) de S&P ne sont pas des recommandations d'acheter, conserver ou vendre de quelconques titres ou de prendre une quelconque décision d'investissement, et ne portent pas sur le caractère approprié d'une quelconque valeur mobilière. S&P n'a aucune obligation de mettre à jour le Contenu après publication sous quelque forme que ce soit. Le Contenu ne doit pas être le fondement d'une décision d'investissement ou commerciale et n'est pas destiné à remplacer les compétences, le jugement et l'expérience de l'utilisateur, ses dirigeants, préposés, conseillers et/ou clients à cet égard. S&P n'intervient pas en qualité de fiduciaire ou de conseiller en investissement, sauf sur les territoires où il est immatriculé comme tel. S&P utilise des informations en provenance de sources qu'il estime fiables mais ne conduit toutefois aucun audit, ne procède à aucune vérification indépendante à l'égard de ces informations et ne contracte aucune obligation à ce titre. Dans le cas où des autorités réglementaires autorisent une agence de notation à reconnaître dans un pays une note émise dans un autre pays à certaines fins réglementaires, S&P se réserve le droit d'attribuer, retirer ou suspendre une telle reconnaissance à tout moment et à son entière discrétion. Les Parties S&P déclinent toute obligation découlant de l'attribution, du retrait ou de la suspension d'une telle reconnaissance et toute responsabilité en cas de préjudice prétendument subi en conséquence.

Certaines activités de S&P sont conduites au sein d'unités séparées afin de préserver l'indépendance et l'objectivité de leurs activités respectives. De ce fait, certaines unités de S&P peuvent disposer d'informations qui ne sont pas accessibles à d'autres. S&P a mis en place des politiques et des procédures visant à préserver la confidentialité de certaines informations non publiques obtenues au cours de chaque processus analytique.

S&P peut être rémunéré pour ses notations et certaines analyses relatives au crédit. Cette rémunération est en principe payée par l'émetteur des titres, par les établissements souscripteurs ou par les débiteurs. S&P se réserve le droit de publier ses opinions et analyses. Les notes et analyses publiques de S&P sont disponibles sur son site Web www.standardandpoors.com (gratuitement), ainsi que sur www.ratingsdirect.com et www.globalcreditportal.com (sur abonnement), et peuvent être diffusées par d'autres moyens, y compris par des publications S&P et par l'intermédiaire de redistributeurs tiers. Des informations complémentaires concernant les tarifs de nos notations peuvent être consultées sur www.standardandpoors.com/usratingsfees.

Copyright © 2022 Standard & Poor's Financial Services LLC. Tous droits réservés.